

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS.....	5
INTRODUCTION.....	7
I- NOTIONS DE BASE: POUVOIR JURIDICTIONNEL ET COMPÉTENCE.....	9
II- LA DIMENSION INTERNATIONALE DES QUESTIONS DE POUVOIR ET DE COMPÉTENCE.....	10
1- Éléments d'histoire.....	11
2- Les termes de l'internationalité.....	16
a- Les termes de l'internationalité sous le rapport des immunités de juridiction.....	16
b- Les termes de l'internationalité sous le rapport de la compétence internationale.....	17
i- L'exigence de l'affectation de la relation juridique par un élément d'extranéité.....	18
ii- L'exigence du caractère déterminant de l'élément d'extranéité....	18
III- LA DIMENSION COMPARÉE DES DROITS DES IMMUNITÉS JURIDICTION ET DE LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE.....	24
IV- ACTUALITÉ DU SUJET.....	29
PREMIÈRE PARTIE: LES RESTRICTIONS AU POUVOIR DE JUGER: LES IMMUNITÉS DE JURIDICTION.....	39
TITRE 1: LA RÈGLEMENTATION INTERNATIONALE DES IMMUNITÉS DE JURIDICTION.....	44
SOUS-TITRE 1: LE DROIT INTERNATIONAL EN VIGUEUR.....	44
Section 1: Le droit conventionnel.....	45
Sous-section 1: La Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques.....	45
Sous-section 2: La Convention de Vienne du 24 avril 1963 sur les relations consulaires.....	49
Sous-section 3: Les conventions régissant les organisations internationales.....	50
Section 2: La coutume internationale.....	53
Sous-section 1: Le statut des souverains étrangers en exercice.....	54
Sous-section 2: Le statut des anciens souverains étrangers.....	56
Sous-section 3: Le statut des chefs de gouvernement étrangers.....	57

SOUS-TITRE 2: LE DROIT INTERNATIONAL PROSPECTIF: LA CONVENTION DES NATIONS-UNIES DU 2 DÉCEMBRE 2004 SUR LES IMMUNITÉS JURIDICTIONNELLES DES ÉTATS ET DE LEURS BIENS	58
TITRE 2: LA RÉGLEMENTATION INTERNE DE L'IMMUNITÉ DE JURIDICTION: LES SOLUTIONS DU CODE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.....	60
SOUS-TITRE 1: LE RÉGIME GÉNÉRAL DE L'IMMUNITÉ DE JURIDICTION.....	61
Section 1: Les bénéficiaires des immunités de juridiction	61
Sous-section 1: Le bénéficiaire principal: l'État étranger.....	61
Sous-section 2: Les bénéficiaires secondaires: les démembrements de l'État étranger	63
Section 2: Les conditions de jouissance de l'immunité de juridiction	64
Sous-section 1: La condition de fond: l'exigence du caractère public de l'activité en cause	64
Chapitre 1: Prédominance des concepts du for lors de l'appréciation de la nature publique de l'activité.....	64
Chapitre 2: Critères d'identification de la nature publique de l'activité	65
Sous-section 2: La condition de réciprocité.....	71
Chapitre 1: Exposé de la condition de réciprocité	71
Chapitre 2: Critique de la condition de réciprocité	72
Sous-chapitre 1: Critique de la condition de réciprocité sur le plan théorique.....	72
Sous-chapitre 2: Critique de la condition de réciprocité sur le plan pratique.....	73
SOUS-TITRE 2: LE STATUT PROCÉDURAL DE L'IMMUNITÉ DE JURIDICTION.....	74
Section 1: La possibilité de renonciation à l'immunité de juridiction.....	74
Sous-section 1: L'exigence d'une renonciation expresse	75
Sous-section 2: Le dépassement du caractère exprès de la renonciation	76
Chapitre 1: La renonciation déduite d'un comportement procédural de l'entité publique en cause	76
Chapitre 2: La renonciation déduite d'un comportement contractuel de l'entité publique en cause	77
Section 2: Le relevé d'office de l'immunité de juridiction par le juge	79

DEUXIÈME PARTIE: LES DÉCLINAISONS DE L'APTITUDE À STATUER: LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE DES JURIDICTIONS TUNISIENNES.....	81
TITRE 1: LES CONTOURS DE LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE	84
SOUS-TITRE 1: COMPÉTENCE INTERNATIONALE ET NOTIONS VOISINES	84
Section 1: Compétence et pouvoir de juger.....	85
Section 2: Règles de compétence interne et règles de compétence internationale.....	85
Section 3: Compétence générale et compétence spéciale.....	86
Sous-section 1: Exposé de la solution de l'article 9 du Code de droit international privé.....	87
Sous-section 2: Critique de la solution de l'article 9 du Code de droit international privé.....	88
SOUS-TITRE 2: LA NATURE DE LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE.....	91
Section 1: Les thèses rejetées.....	91
Sous-section 1: L'inadéquation de la thèse assimilant les règles de compétence internationale aux règles de compétence d'attribution....	91
Sous-section 2: Les insuffisances de la thèse assimilant les règles de compétence internationale aux règles de compétence territoriale	94
Section 2: La thèse retenue: la compétence internationale des juridictions, un troisième type de compétence.....	97
Sous-section 1: La fonction singulière de la compétence internationale.....	98
Sous-section 2: Les exigences spécifiques du contentieux international.....	99
Sous-section 3: Les contraintes des relations internationales privées ...	101
SOUS-TITRE 3: LES PRINCIPES DIRECTEURS EN MATIÈRE DE COMPÉTENCE INTERNATIONALE.....	102
Section 1: La prévalence des intérêts privés.....	103
Sous-section 1: La commodité des plaideurs.....	103
Sous-section 2: La bonne administration de la justice	105
Section 2: La préservation des intérêts de l'État du for.....	107
Section 3: La prise en compte des intérêts du milieu international	108

TITRE 2: LES CRITÈRES DE LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE ..	110
SOUS-TITRE 1: LES CRITÈRES DE COMPÉTENCE D'ORIGINE INTERNATIONALE.....	110
Section 1: Les difficultés d'élaboration de solutions internationales en la matière	111
Section 2: Illustrations de solutions d'origine internationale	113
Sous-section 1: Les solutions génériques: le droit international de l'entraide judiciaire.....	113
Chapitre 1: L'examen des textes.....	115
Chapitre 2: Les dérives de la pratique judiciaire	117
Sous-chapitre 1: Manifestations	117
Paragraphe 1: L'affaire <i>G. c/ A.</i>	118
Paragraphe 2: L'affaire <i>Z.E.A c / I.</i>	119
Sous-chapitre 2: Appréciation critique.....	120
Paragraphe 1: Le forçage des concepts.....	121
Paragraphe 2: Le forçage des textes	122
Sous-section 2: Les solutions sectorielles: les exemples des conventions relatives au transport international	125
SOUS-TITRE 2: LES CRITÈRES DE COMPÉTENCE D'ORIGINE INTERNE	128
Section 1: Les critères d'origine légale	128
Sous-section 1: La compétence internationale exclusive des tribunaux tunisiens	129
Chapitre 1: Présentation de la notion de compétence exclusive.....	130
Chapitre 2: Détermination des cas de compétence internationale exclusive.....	131
Sous-chapitre 1: Les cas expressément spécifiés par le Code de droit international privé.....	132
Paragraphe 1: L'exclusivité fondée sur l'idée de souveraineté.....	133
Sous-paragraphe 1: Le contentieux de la nationalité.....	133
Sous-paragraphe 2: Le contentieux se rapportant aux voies d'exécution	137
A- Présentation générale de la solution prévue par l'article 8 paragraphe 4 du Code de droit international privé	137
B- Régime juridique de la solution prévue par l'article 8 paragraphe 4 du Code de droit international privé	140
I- Conditions de mise en jeu de la solution prévue par l'article 8 paragraphe 4 du Code de droit international privé	140

II– Étendue de la compétence prévue par l'article 8 paragraphe 4 du Code de droit international privé: la consécration du forum arresti par les juges tunisiens	141
1– Exposé de l'affaire <i>LC</i>	142
2– L'argumentaire de la Cour de cassation dans l'affaire <i>LC</i>	144
3– Évaluation de la position de la Cour de cassation dans l'affaire <i>LC</i>	146
Paragraphe 2: L'exclusivité justifiée par le souci d'assurer une bonne administration de la justice.....	149
Sous-paragraphe 1: Les contestations relatives à un immeuble situé sur le territoire tunisien	150
A– Le bien-fondé de la solution.....	150
B– Le champ d'application de la solution	154
Sous-paragraphe 2: Les contestations relatives à une procédure collective ouverte en Tunisie.....	158
A– Discordance entre le texte arabe et le texte français	158
B– Clarification des notions.....	159
I– La solution principale: la localisation du principal établissement du débiteur sur le territoire tunisien	160
a– Les supports textuels de la compétence	160
b– Le fondement de la compétence	161
c– La portée de la compétence	162
1– Regard théorique	162
2– Solution du droit positif	164
i– Teneur de la solution	164
ii– Évaluation de la solution.....	165
II– La solution subsidiaire: la localisation d'un établissement secondaire du débiteur sur le territoire tunisien.....	168
a– Teneur de la solution.....	168
b– Limites de la solution.....	169
Sous-chapitre 2: Les cas attribués en vertu d'un texte spécial	170
Paragraphe 1: Les cas de compétence attribués en vertu d'un texte spécial d'origine internationale	171
Paragraphe 2: Les cas de compétence attribués en vertu d'un texte spécial d'origine interne	172
Sous-chapitre 3: Les conséquences juridiques de la compétence internationale exclusive des juridictions tunisiennes	174
Paragraphe 1: Conséquences à l'égard des parties	174

Paragraphe 2: Conséquences à l'égard de l'ordre juridictionnel tunisien.....	175
Paragraphe 3: Conséquences à l'égard de l'ordre juridictionnel étranger concurrent	176
Sous-section 2: La compétence internationale facultative des tribunaux tunisiens	177
Chapitre 1: Les critères de compétence d'origine législative	177
Sous-chapitre 1: Les critères généraux de compétence.....	178
Paragraphe 1: Le critère du lieu domicile du défendeur: <i>Actor sequitur forum rei</i>	178
Sous-paragraphe 1: Exposé de la règle.....	179
A- La teneur de la règle <i>Actor sequitur forum rei</i>	179
I- Le domicile de la personne physique.....	179
a- Le domicile réel, critère retenu	180
i- L'approche moniste du domicile	180
ii- L'approche dualiste du domicile: l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation du 15 juin 2023.....	181
iii- Le recoupement des approches	182
b- Le domicile élu, critère exclu.....	184
II- Le domicile de la personne morale.....	187
a- La solution de principe	187
b- La portée de la solution de principe: le for de la succursale	189
B- L'étendue de la règle <i>Actor sequitur forum rei</i>	191
I- Étendue de la règle sur le plan matériel	192
II- Étendue de la règle sur le plan personnel	192
Sous-paragraphe 2: Fondement de la règle.....	194
Paragraphe 2: L'accord des parties sur la compétence internationale des juridictions tunisiennes	194
Sous-paragraphe 1: Les manifestations de l'accord sur la compétence des juridictions tunisiennes.....	196
A- L'accord exprès.....	196
I- Les modalités de l'accord.....	196
a- Caractère écrit de l'accord	196
b- Typologie des clauses sur la compétence.....	197
1- La clause intégrée dans le contrat	197
2- La clause séparée du contrat.....	197
II- La nature de l'accord.....	198

a– Premier palier de l'autonomie: autonomie de l'accord sur la compétence par rapport au contrat de base	199
b– Second palier de l'autonomie: autonomie de l'accord sur la compétence du point de vue légal.....	200
III– Les avantages de l'accord	201
IV– Les conditions de régularité de l'accord.....	202
a– Vérification de la régularité de l'accord conformément aux normes de l'ordre juridictionnel étranger déclassé.....	203
b– Vérification de la régularité de l'accord conformément aux normes de l'ordre juridictionnel tunisien désigné.....	203
1– Validité de l'accord sur le plan de la forme.....	204
2– Validité de l'accord sur le plan du fond.....	205
B– L'accord tacite	210
I– L'accord tacite déduit d'un comportement procédural des parties au litige	210
a– Schéma de l'accord tacite	210
b– Réflexions théoriques autour de l'accord tacite	211
c– L'appréciation judiciaire du seuil de l'accord tacite: éclairages pratiques sur la formule « <i>débat quant au fond</i> ».....	212
1– « <i>Débat quant au fond</i> » et audience de conciliation.....	212
2– « <i>Débat quant au fond</i> » et production des preuves: l'affaire <i>société L</i>	215
3– « <i>Débat quant au fond</i> » et désignation d'un expert: affaire <i>Société I. c/ Société C</i>	219
4– « <i>Débat quant au fond</i> » et saisine antérieure du Conseil de la concurrence: l'arrêt de la Cour de cassation du 1 ^{er} juillet 2020....	221
II– L'accord tacite déduit d'un usage	224
a– État du droit comparé.....	224
b– Position du droit tunisien.....	225
1– Le libéralisme des textes.....	226
2– L'approche restrictive de la Cour de cassation tunisienne	226
Sous-paragraphe 2: Les limites de l'accord sur la compétence des juridictions tunisiennes.....	229
A– Premier regard sur l'exception prévue par l'article 4 du Code de droit international privé.....	229
B– Second regard sur l'exception prévue par l'article 4 du Code de droit international privé.....	230
Paragraphe 3: Le critère de connexité.....	231

Sous-chapitre 2: Les critères spéciaux de compétence.....	234
Paragraphe 1: Les critères fondés sur l'idée d'équité.....	234
Sous-paragraphe 1: La protection de l'enfant	235
Sous-paragraphe 2: La protection du créancier de l'obligation alimentaire	239
Paragraphe 2: Les critères fondés sur l'idée de proximité	240
Sous-paragraphe 1: Les contestations relatives aux obligations.....	241
A- Les contestations relatives aux obligations délictuelles.....	241
B- Les contestations relatives aux obligations contractuelles.....	243
I- Le principe: le rattachement du contrat par son élément d'exécution à l'ordre juridique tunisien	243
a- Le recours exclusif au critère du lieu d'exécution du contrat	243
b- Pertinence du critère du lieu d'exécution du contrat	244
c- Dualité de la notion d'exécution du contrat en droit international privé tunisien	246
d- Exclusion du contrat de mariage du champ du <i>forum contractus</i> ..	246
e- Mise en œuvre du critère du lieu d'exécution du contrat	249
1- Généralité du texte de l'article 5 paragraphe 2 du Code de droit international privé	249
2- Position de la jurisprudence.....	250
i- La solution prédominante: la localisation du lieu d'exécution du contrat par rapport à l'obligation litigieuse	250
*- La localisation substantielle: l'identification de l'obligation litigieuse.....	251
* *- La localisation spatiale: l'exécution de l'obligation litigieuse sur le territoire tunisien	257
ii- La solution alternative: la localisation du lieu d'exécution par rapport à l'obligation déterminante pour la qualification du contrat	259
II- L'exception: l'option des parties en faveur d'un for étranger....	262
a- Le contrôle exercé par le droit tunisien sur la régularité de l'accord désignant un for étranger.....	263
1- Le contrôle de l'admissibilité.....	263
2- Le contrôle de la validité	263
b- La prise en considération des solutions admises par l'ordre juridictionnel étranger élu par la clause attributive de juridiction	269
Sous-paragraphe 2: Les contestations relatives aux biens.....	270

A- Les contestations relatives aux biens incorporels: l'exemple des droits intellectuels	270
B- Les contestations relatives aux biens corporels.....	272
I- Les contestations inhérentes aux meubles.....	272
a- Justification de la solution du Code de droit international privé.....	272
b- Portée de la solution du Code de droit international privé.....	274
II- Les contestations relatives aux biens successoraux.....	276
a- Analyse des solutions textuelles	276
b- Difficultés pratiques.....	277
1- Première difficulté pratique: le conflit entre les catégories successions et contrats	277
2- Deuxième difficulté pratique: la compétence internationale des juridictions tunisiennes à l'égard des immeubles successoraux situés à l'étranger.....	281
Chapitre 2: Les critères d'origine jurisprudentielle.....	284
Sous-chapitre 1: Le critère controversé: la compétence des tribunaux tunisiens fondée sur la nationalité tunisienne	286
Paragraphe 1: Analyse de la position des juges	287
Sous-paragraphe 1: L'émergence d'une position judiciaire favorable au critère de la nationalité	287
A- La nationalité tunisienne des deux litigants et la compétence internationale des juridictions tunisiennes.....	288
B- La nationalité tunisienne du demandeur et la compétence internationale des juridictions tunisiennes.....	290
Sous-paragraphe 2: L'abandon du critère de la nationalité dans la pratique judiciaire.....	292
Paragraphe 2: Évaluation de la position des juges.....	296
Sous-paragraphe 1: Évaluation de <i>lege lata</i>	296
Sous-paragraphe 2: Évaluation de <i>lege ferenda</i>	298
Sous-chapitre 2: Le critère incontesté: <i>le forum necessitatis</i>	301
Paragraphe 1: Diversité des manifestations du for de nécessité.....	301
Sous-paragraphe 1: La nécessité découlant d'une impossibilité de fait	303
Sous-paragraphe 2: La nécessité découlant d'une impossibilité de droit	306
A- Le for de nécessité, remède à l'ineffectivité de la décision étrangère sur le territoire tunisien.....	306

I– Le for de nécessité, remède à une ineffectivité réelle: l’arrêt de la Cour de cassation du 7 novembre 2018.....	307
II– Le for de nécessité, remède à une ineffectivité virtuelle.....	310
B– Le for de nécessité remède à un conflit négatif de compétence: l’arrêt de la Cour de cassation du 8 mai 2019.....	314
Paragraphe 2: La tentation d’une extension abusive du for de nécessité.....	315
TITRE 3: LA CONTESTATION DE LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE.....	320
SOUS-TITRE I: LA CONTESTATION DE LA COMPÉTENCE PROPOSÉE.....	321
Section 1: La contestation de la compétence par le défendeur: l’exception d’incompétence	321
Section 2: La remise en cause de la compétence par l’organe judiciaire saisi: le relevé d’office par le juge de son incompétence.....	322
Sous-section 1: La faveur des juges tunisiens à l’égard du relevé d’office de leur incompétence	322
Sous-section 2: <i>Ratio decidendi</i>	325
Chapitre 1: Les arguments contestés	325
Chapitre 2: Les arguments retenus.....	326
Sous-section 3: Pondération du relevé d’office de l’incompétence internationale du juge: les cas d’interférence du forum necessitatis ..	327
SOUS-TITRE II: LA CONTESTATION DE LA COMPÉTENCE AVÉRÉE.....	328
Section 1: La contestation dérivant d’un conflit de procédures.....	328
Sous-section 1: L’exception de litispendance internationale.....	329
Chapitre 1: Approche générale de l’exception litispendance internationale.....	329
Sous-chapitre 1: Situation de litispendance et exception de litispendance internationale.....	330
Sous-chapitre 2: Composantes de la situation de litispendance internationale.....	330
Paragraphe 1: L’élément procédural: la concurrence de deux instances étatiques à propos d’un même litige.....	331
Paragraphe 2: L’élément temporel: l’antériorité de la saisine de l’ordre juridictionnel étranger	333
Sous-chapitre 3: Les solutions possibles à la situation de litispendance: droits de la Common <i>Law</i> versus droits continentaux ..	334
Paragraphe 1: L’approche globale des droits de la <i>Common Law</i>	334

Paragraphe 2: L'approche chronologique du droit continental.....	336
Chapitre 2: Approche ciblée: l'exception de litispendance en droit international privé tunisien	342
Sous-chapitre 1: Examen des textes	343
Paragraphe 1: Silence du code et admissibilité de l'exception de litispendance	343
Sous-paragraphe 1: Interprétation du silence du Code	343
Sous-paragraphe 2: Critique de l'interprétation doctrinale restrictive	344
Paragraphe 2: L'apport du droit conventionnel de l'entraide judiciaire à la résolution des situations de litispendance	346
Sous-paragraphe 1: L'absence de solutions directes	346
Sous-paragraphe 2: L'existence de solutions incitatives à l'accueil de l'exception de litispendance	347
Sous-chapitre 2: L'état de la question dans la jurisprudence.....	349
Paragraphe 1: Première séquence judiciaire: l'hostilité à l'exception de litispendance dans la jurisprudence antérieure au code.....	349
Paragraphe 2: Deuxième séquence judiciaire: les prémices de l'ouverture à l'exception de litispendance dans la jurisprudence subséquente au code.....	350
Sous-paragraphe 1: Les facteurs de l'ouverture.....	350
A- L'émergence d'une nouvelle rationalité dans le Code de droit international privé	351
B- L'affirmation d'un socle propice au rayonnement de l'exception de litispendance dans le droit conventionnel de l'entraide judiciaire	351
Sous-paragraphe 2: Les manifestations de l'ouverture	351
A- Vers l'abandon des arguments de rejet d'ordre structurel.....	352
B- Vers l'accueil de l'exception de litispendance comme technique de prévention de l'inefficacité des décisions tunisiennes	354
I- Mouvement général	354
a- La réception de l'exception de litispendance devant les juges du fond: le jugement du Tribunal de première instance de Tunis du 8 novembre 2016.....	355
b- La réception de l'exception de litispendance par la Cour de cassation.....	356
1- La réception explicite de l'exception de litispendance: l'arrêt de la Cour de cassation du 28 mars 2018.....	356

2– La réception en creux de l'exception de litispendance: l'arrêt de la Cour de cassation du 12 décembre 2018.....	357
II– Résistance: l'affaire <i>L.C.</i>	358
a– La position du Tribunal de première instance de Tunis.....	358
b– La position de la Cour cassation.....	359
1– Examen de la position de la Cour de cassation.....	359
2– Critique de la position de la Cour de cassation.....	360
C– Remarques conclusives.....	361
Sous-section 2: L'exception de connexité internationale.....	362
Chapitre 1: Présentation générale.....	362
Chapitre 2: Exception de connexité et notions voisines.....	363
Sous-chapitre 1: Exception de connexité et critère de connexité.....	363
Sous-chapitre 2: Exception de connexité et exception de litispendance.....	364
Chapitre 3: Position du droit tunisien.....	365
Chapitre 4: État de la question en droit comparé.....	366
Section 2: La contestation dérivant d'un conflit entre une procédure nationale et une décision rendue à l'étranger: l'exception de chose jugée à l'étranger.....	368
Sous-section 1: Définition.....	368
Sous-section 2: Le principe de l'accueil de l'exception de chose jugée à l'étranger.....	368
Sous-section 3: Examen de la jurisprudence.....	370
Index alphabétique.....	375